

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère du commerce

Direction du Commerce de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

Service Contentieux.

Bilan du mois du 2^{ème} trimestre de l'année 2016

➤ **Origine des requêtes :**

Le total des requêtes est de soixante quatorze (74) dont quarante cinq (45) sont enregistrées au cours du 2^{ème} trimestre et vingt neuf (29) sont restées des instances des mois précédents.

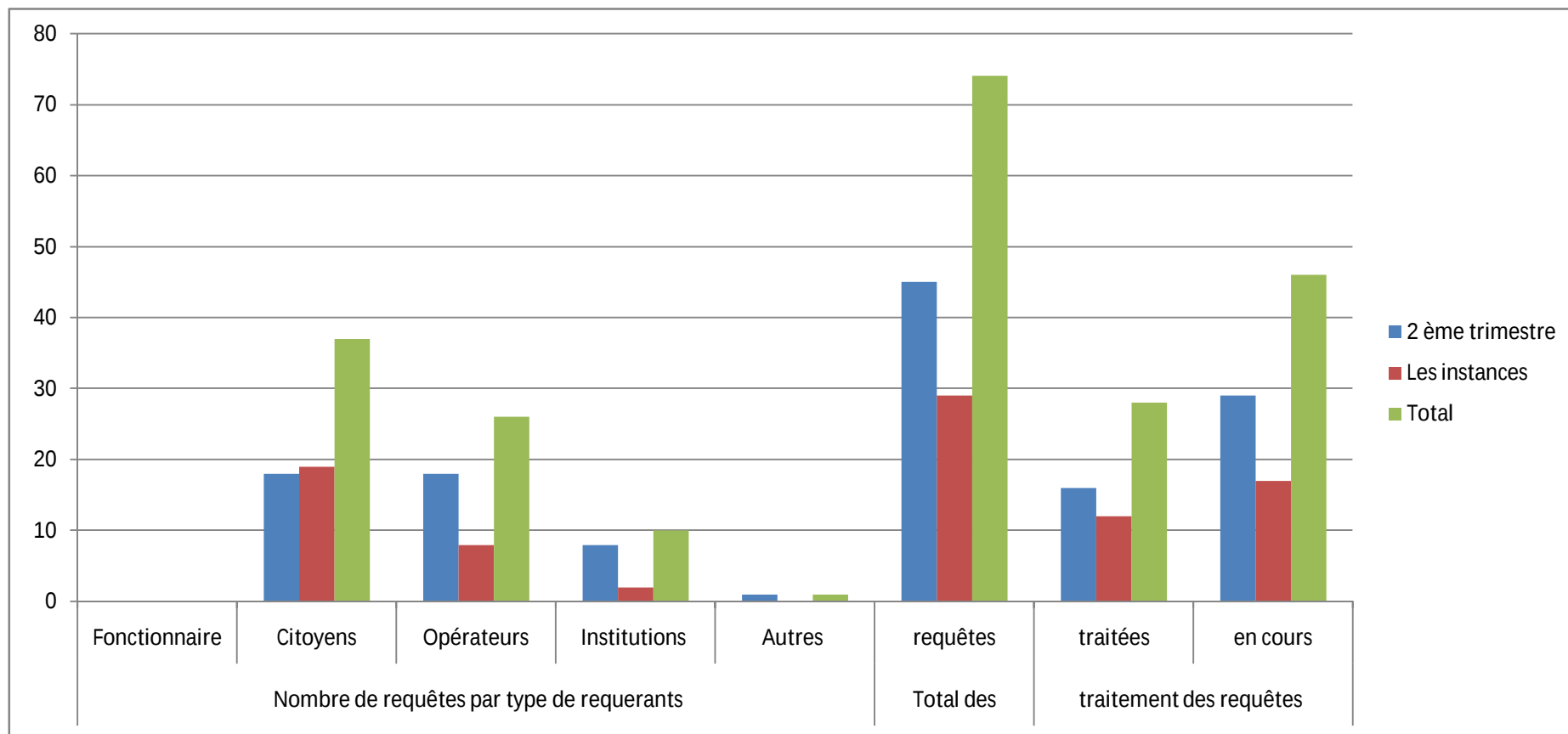
Ces requêtes sont enregistrées en fonction de leurs origines comme suit (voir tableau ci-dessous) :

Nombre de requêtes						Origine de la requête	Traitées				En cours
Avril	Mai	Juin	2 ^{ème} T.	instances	Total		Avril	Mai	Juin	2 ^{ème} T	
02	08	08	18	19	37	Citoyen	06	04	04	14	23
04	11	03	18	08	26	Opérateur	04	01	04	09	17
00	00	00	00	00	00	Fonctionnaire	00	00	00	00	00
01	04	04	09	02	11	Autres	01	00	04	05	06
07	23	15	45	29	74	/	11	05	12	28	46

Comme le montre le tableau ci-dessus :

- Sur les trente sept (37) requêtes établies par les citoyens, dix huit (18) sont enregistrées au cours du 2^{ème} trimestre 2016.
- Sur vingt six (26) requêtes établies par les opérateurs, dix huit (18) sont enregistrées au cours du 2^{ème} trimestre 2016.
- Sur onze (11) requêtes établies par les institutions, neuf (09) à été enregistrée au cours du 2^{ème} trimestre 2016.

Ces requêtes sont aussi illustrées dans la figure ci-dessous en fonction de leurs origines :



➤ **Mesures prises**

Les mesures prises au cours du 2^{ème} Trimestre de l'année 2016 sont résumées comme suit (voir tableau ci-dessous):

Mesures prises.	Nombre des requêtes du mois d'Avril	Nombre des requêtes du mois de mai	Nombre des requêtes du mois de juin	Nombre Total.
<i>Poursuites judiciaires</i>	03	00	01	04
<i>fermetures</i>	01	00	01	02
<i>Retrait de plainte</i>	00	00	00	00
<i>A l'amiable</i>	02	00	01	03
<i>Non fondée</i>	01	00	08	09

Comme le montre le tableau ci-dessus, les mesures prises lors du traitement des requêtes au cours du 2^{ème} Trimestre de l'année 2016 sont comme suit :

- Quatre (04) poursuites judiciaires ;
- Deux (02) fermetures administratives ;
- Trois (03) requêtes réglées à l'amiable et
- Neuf (09) requêtes non fondées.

